

signalent les deux derniers rapports du BFS, il n'essaierait pas de convaincre le premier ministre que les politiques de ralentissement ont eu un effet nocif sur ces régions? N'admet-il pas que le gouvernement dont il fait partie est le premier depuis au moins 13 ans et peut-être de toute l'histoire du Canada qui tente délibérément d'accroître un chômage déjà élevé?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, j'ai noté avec intérêt l'observation du premier ministre selon laquelle son gouvernement a déjà procédé à un examen objectif de la question avant de mettre en œuvre sa politique. Comme M. Robert Bourassa—économiste, entre autres choses—s'en est pris au gouvernement en disant que sa politique est tout à fait mauvaise et qu'il fera tout en son pouvoir pour la changer, le premier ministre nous dirait-il si oui ou non M. Bourassa lui a exprimé directement ses objections et s'il a fait des suggestions pour éveiller le sens des responsabilités du gouvernement actuel?

Le très hon. M. Trudeau: Il ne m'a pas exposé directement ses objections et, en l'occurrence, je préfère m'en remettre à la compétence du critique financier du parti conservateur.

Le très hon. M. Diefenbaker: Vous le préférez à Bourassa?

Le très hon. M. Trudeau: Il a témoigné en novembre dernier au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques et il a appuyé la lutte du gouvernement contre l'inflation.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Lambert: Vous n'êtes donc pas partisan de Bourassa?

M. l'Orateur: Je préférerais que les élections provinciales se déroulent ailleurs.

L'hon. M. Lambert: Vous l'abandonnez.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, peut-être le premier ministre voudrait-il nous dire, au lieu de nous donner des réponses poids léger, je dirais même poids mouche, s'il est d'accord ou non avec M. Bourassa, qui a dénoncé de façon vigoureuse et virulente les politiques du gouvernement fédéral, politiques tout à fait erronées et qui entraînent le chômage?

[L'hon. M. Stanfield.]

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je donne la parole au député de York-Sud.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le premier ministre...

M. l'Orateur: Le député invoque-t-il le Règlement?

Le très hon. M. Diefenbaker: Oui, monsieur l'Orateur. Le premier ministre n'a pas besoin d'aide. Il était sur le point de répondre à la question, mais Votre Honneur l'a empêché de le faire.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de York-Sud.

M. David Lewis (York-Sud): J'ai une question supplémentaire à poser à ce sujet au premier ministre ou au ministre des Finances. Le premier ministre a dit, l'autre soir, qu'il avait hâte que la psychologie inflationniste soit disparue. J'aimerais demander à l'un ou à l'autre de ces honorables représentants de dire à la Chambre et aux Canadiens quels critères exactement ils utilisent, pour déterminer si la psychologie inflationniste a disparu? A quel taux de chômage ce stade correspondra-t-il? En outre, préciserait-il si nous pouvons espérer un renversement de la tendance des prix, ou à quel moment le Parlement et le Canada peuvent-ils espérer voir le gouvernement renverser la vapeur?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je vais permettre au premier ministre de répondre brièvement à la question. Il me semble que le député cherche à obtenir une déclaration générale de principe. Je doute que ce genre de déclaration soit de mise à ce moment-ci. La présidence permet toutefois au premier ministre de répondre à la question du député.

Le très hon. M. Diefenbaker: Et, par la même occasion, j'aimerais qu'il réponde aussi à la mienne.

Le très hon. M. Trudeau: Je reconnais avec vous, monsieur l'Orateur qu'il faudrait pour cela répéter l'exposé de notre politique, ce qui pourrait être assez long. Pour répondre à l'honorable représentant, je résumerai en disant que l'inflation cessera et que le gouvernement n'aura plus à la combattre quand l'ensemble des Canadiens comprendront que les prix et les revenus ne doivent pas augmenter plus rapidement que la productivité. Autrement dit, ils ne peuvent tirer de l'économie plus qu'ils n'y mettent et, de toute évidence, ce point n'a pas encore été atteint.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Puis-je poser une autre question supplémentaire au premier ministre? Peut-il